

processus électoral. Des Canadiens ont dirigé les opérations électorales de l'ONU au Mozambique et les opérations de l'OEA à Haïti, et un Canadien était l'un des deux étrangers invités à siéger à l'Independent Electoral Commission en Afrique du Sud. De plus, pour la seule année 1995, l'ONU a demandé au Canada de fournir des experts-conseils pour ses bureaux de la Sierra Leone, de l'Azerbaïdjan, de l'Arménie et de la Géorgie. Les Canadiens jouaient un rôle de premier plan dans l'organisation des élections en Bosnie.

#### **LES INTERVENANTS:**

Le rôle du Canada dans la supervision du processus électoral à l'étranger exige un travail d'équipe dont la qualité ne doit pas se démentir. L'ACDI, le ministère des Affaires étrangères et divers partenaires canadiens, y compris Elections Canada, ont mis en place un système efficace pour gérer conjointement les initiatives canadiennes d'appui aux élections. L'ACDI, grâce à son réseau de développement et à ses ressources, veille à ce que les programmes de supervision du processus électoral s'intègrent de la meilleure façon possible au contexte général de la démocratisation, y compris les activités du milieu des ONG. Le MAECI est chargé de veiller à ce que ces efforts électoraux soient conformes aux buts de la politique étrangère du Canada. Les conseillers techniques, les formateurs et les observateurs choisis pour les missions électorales outre-mer viennent de divers horizons : il s'agit d'experts chevronnés des élections canadiennes, soit d'anciens diplomates canadiens, en passant par des travailleurs d'ONG, ou des universitaires et des parlementaires. Le Canada demande souvent à des résidents d'un pays donné de participer aux activités d'observation, afin de tirer parti de leur connaissance du milieu.

#### **COMMENT DÉCIDER OU ALLER:**

La décision de recommander le moment et le lieu de la prestation des services de supervision électorale canadiens dépend en partie du type de participation électorale envisagé. Le critère utilisé dans le cas des missions d'observation est différent de celui utilisé pour les activités d'aide technique. Par exemple, il se peut que nous ne dépêchions pas d'observateur dans un pays où l'infrastructure électorale laisse à désirer afin de ne pas légitimer un processus imparfait; il se peut par ailleurs que dans de telles circonstances, on ait justement besoin d'aide technique.

#### **LES CRITERES D'ÉVALUATION DES DEMANDES D'OBSERVATEURS**

Puisque la réponse aux invitations d'envoyer des observateurs internationaux (à la différence de l'envoi de conseillers, qui relève d'une décision d'ordre plus technique ou fondée sur des priorités de développement bien établies) s'avère